

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 4 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

4 rue Aristide Bergès
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : FH/2024/76 - 77
Code AIOT : 0003703034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté 31 route de Lancon 31390 Carbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- 31 route de Lancon 31390 Carbonne
- Code AIOT : 0003703034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de son installation de traitement de matériaux minéraux, la société GRANULATS VICAT est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2014, à réceptionner et stocker des déchets inertes dans le cadre de la remise en état de la partie Nord du lac de Bardis. La partie Sud a quant à elle été réaménagée en un espace de loisir (promenade et pêche).

Un dernier lac, dit « de la déchetterie » est resté en eau et se trouve pour partie hors du périmètre autorisé de la carrière de GRANULATS VICAT.

La majeure partie de ce plan d'eau est la propriété de la communauté de communes du Volvestre

qui gère la déchetterie gérée installée au Sud du lac. Afin d'étendre la zone d'activité, la société Vicat a été autorisée à exploiter une ISDI en eau afin de combler le plan d'eau.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	administratif	03/02/2023, article 14		
4	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 22	Demande d'action corrective	15 jours
5	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
9	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
10	Traçabilité	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagements préalables	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 16	Sans objet
3	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 20	Sans objet
7	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les conditions d'acceptation nécessitaient la mise en place d'actions correctives et a relevé une non conformité majeure. En effet les boues issues du clarificateur de la carrière exploitée également par la société Vicat se déversaient directement dans le lac en cours de remblaiement ce qui est contraire à la réglementation. En effet seuls peuvent être admis des déchets inertes peletables et dont la siccité est supérieure à 30%.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier administratif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'autorisation ; • le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des

modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes fixés à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques. L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'exploitant établit tous les 2 ans un plan de l'installation permettant de constater l'avancement des opérations de remblaiement.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le panneau en entrée de site ne correspondait pas à l'arrêté préfectoral en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Aménagements préalables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préalables
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. Le site est clôturé vis-à-vis des tiers. Des panneaux de signalisation rappelant l'interdiction de pénétrer dans l'enceinte du site sont placés sur les clôtures. Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des cotes mini et maxi pour créer les pentes des terrains remblayés. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site était fermé et clôturé sur trois côtés et séparé du site de la déchetterie communale par un fossé en eau d'une dizaine de mètres de large. Le site était propre et entretenu
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. Une ronde mensuelle, à minima, est réalisée par l'exploitant pour s'assurer du respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Aucune opération de mise en stockage définitif des déchets inertes n'est réalisée sans la présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant.</p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Le fonctionnement de l'ISDI est autorisée entre 7 h et 18 h et exceptionnellement le samedi hors dimanches et jours fériés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que le site était actuellement en sommeil car les matériaux inertes sont actuellement envoyés sur une autre carrière du groupe afin de réaménager les terrains exploités. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le site était fermé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage. Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les déchargements étaient effectués en présence d'un conducteur de chargeuse formé à l'accueil des inertes. Cependant, la visite sur le site a montré que la zone de déchargement n'est pas matérialisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures. Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les boues du clarificateur de la carrière jouxtant l'ISDI et également exploitée par la société VICAT se déversaient directement dans le lac de l'ISDI via une canalisation et un fossé. Ces matériaux, même s'ils présentent un caractère inerte, ne répondent pas aux caractéristiques physiques que doivent présenter les déchets acceptés. L'exploitant doit cesser sans délai ce déversement. De plus, ces boues étant constituées majoritairement de matériaux argileux, le risque de colmatage des berges et fond du plan d'eau est réel. l'exploitant doit donc sous un délai de 1 mois faire intervenir un hydrogéologue afin de déterminer l'impact de ces déversements sur la circulation des eaux souterraines. Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation

<p>préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que les documents d'acceptation préalable (DAP) étaient délivrés via leur site dédié en ligne. Aucun DAP papier n'est délivré.</p> <p>Les DAP renseignés sont transmis à la bascule du site de Carbonne où les informations sont vérifiées. La vérification de la provenance des déchets est effectuée via Géorisques. A l'issue de cette vérification le personnel en bascule valide le DAP. En cas de doute ou si des analyses sont jointes à la demande de DAP, le document est transmis pour validation à l'animateur QSE du site.</p> <p>Comme indiqué par l'inspection lors de la visite du 11 avril 2024 du site de la carrière située au lieu dit "Barès", la procédure telle que présentée et telle qu'elle est appliquée présente des lacunes importantes ne permettant pas de démontrer que les déchets des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés. En effet la vérification de la provenance de site contaminés doit être vérifiée par du personnel compétent et formé au risque industriel et à la pollution du sol et du sous-sol ; qualité que ne présente ni le personnel de bascule, ni le personnel commercial.</p> <p>L'inspection s'interroge également sur le niveau hiérarchique dans la société et la responsabilité des personnes signataires des DAP. L'exploitant transmet sous un délai de 1 mois à l'inspection l'attestation nominative de délégation de signature pour les personnels du pont bascule en charge de la validation des DAP ainsi que les justificatifs de formation attestant de leur capacité à remplir cette fonction.</p> <p>La procédure d'acceptation doit être revue sous un même délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Document préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

<ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les DAP consultés lors de la visite ne présentaient pas d'irrégularité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que les chargements, en arrivant sur site, faisaient l'objet d'un premier contrôle visuel par les agents du pont bascule. Ce contrôle visuel n'est cependant pas effectué par rapport au code déchet annoncé sur le DAP associé au chargement mais par rapport à la liste des matériaux inertes fixée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Un second contrôle est effectué au déchargement par le conducteur de la chargeuse.</p> <p>L'exploitant doit veiller à la corrélation entre les DAP qu'il délivre et les chargements qui lui sont amenés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que le registre d'admission est tenu informatiquement, seul le registre papier est manuscrit. La consultation du registre des refus montre que le motif n'est pas systématiquement renseigné.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que le motif soit indiqué sur le registre de refus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'organisation du stockage des déchets doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage prévu en annexe 1. Le remblaiement consiste à réaliser des apports de matériaux inertes issus des déchets des chantiers du BTP et des fines de lavage de l'installation de traitement de GRANULATS VICAT. Le remblayage du lac d'extraction ne doit pas nuire à la qualité du sol, ainsi qu'à la qualité des eaux souterraines. Le modelé du remblaiement prend en compte la cote des eaux souterraines afin de prévenir tout risque d'hydromorphie dans les sols reconstitués ou voisins et ainsi maintenir le bon écoulement des eaux souterraines. L'exploitant assure la traçabilité des zones remblayées par types de remblais en privilégiant pour les zones en eau les remblais assurant la meilleure perméabilité. Sur l'enregistrement des opérations, l'exploitant renseigne pour chaque zone de 30 m par 30 m remblayée, le jour du remblaiement, le jour de la réception des déchets inertes, la provenance, le code «déchets».</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une canalisation provenant des installations de traitement de la carrière exploitée par la société Vicat déversait directement les fines de lavage dans le lac de l'ISDI. Ces fines de lavage étant majoritairement constituées de matériaux argileux, un risque de colmatage du lac existe pouvant entraîner une modification des écoulements des eaux souterraines . L'exploitant doit cesser sans délai ce mode d'apport des fines et veiller à ne les utiliser que pour du remblaiement hors d'eau. En effet les matériaux inertes acceptés en remblaiement doivent être pelletables et présenter une siccité minimum de 30%. De plus l'exploitant doit sous un délai de 6 mois vérifier l'absence de colmatage au niveau des berges et du fond du plan d'eau.</p> <p>Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de remblaiement de son isdi le jour de la visite. Ce plan présentant le maillage de remblaiement est transmis à l'inspection sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau piézométrique est installé en amont et en aval hydraulique avec au minimum 2 piézomètres ou puits en amont et 2 en aval. Les niveaux d'eau sont relevés mensuellement durant l'exploitation.</p> <p>Les paramètres à analyser, 2 fois par an, en période de basses eaux et hautes eaux sont mentionnées en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance du niveau des eaux du lac en cours de remblaiement. Il installe une échelle limnigraphique raccordée au nivellement général de la France, couvrant le battement possible de la nappe et lisible depuis les berges. L'exploitant assure l'entretien et le nivellement initial de cette échelle. Des contrôles de hauteur d'eau sont réalisés mensuellement. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les paramètres des eaux du lac sont analysés dans les mêmes conditions que le réseau piézométrique visé ci-dessus.</p> <p>Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que le réseau piézométrique en place était celui existant lors du creusement du lac et de son remblaiement partiel lors de l'exploitation de la carrière. L'exploitant a expliqué le positionnement des piézomètres.</p> <p>Il apparaît, suite aux explications fournies par l'exploitant, que les piézomètres amont sont positionnés en amont de la déchetterie communale ne permettant pas de différencier la pollution générée par l'ISDI de celle de la déchetterie.</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois revoir le positionnement de son réseau de piézomètre.</p> <p>L'exploitant doit également transmettre à l'inspection une copie des analyses réalisées pour les années 2023 et 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois